

## **L'occupation de la Ruhr par les troupes franco-belges en 1923**

### **Le défi énergétique : enjeux stratégiques**

Nos disciplines sont souvent vécues comme trop abstraites et trop encyclopédiques. L'observation de nombreuses leçons (fiches ; accumulation de notions, de dates, de lieux...) conduit à infléchir notre façon d'enseigner l'histoire et la géographie.

La réflexion porte aujourd'hui essentiellement sur trois axes, même si il y en a bien d'autres notamment sur la question des gestes professionnels, des langages, du lien entre l'oral et l'écrit etc.

#### **La question du sens :**

Il y a le sens didactique attribué à un objet d'étude par le professeur en tenant compte à la fois de la recherche scientifique et des IO des programmes. Le sens n'est pas la problématique mais l'orientation d'un sujet. Il est l'expression d'un choix qui va ensuite déterminer des problématiques didactiques. Un exemple : la Révolution française. Si j'envisage d'aborder la Révolution française sous l'angle non pas d'une histoire politique traditionnelle, donc chronologique, mais par la revisitation de celle-ci par l'histoire culturelle, je vais insister sur la rupture dans les imaginaires, de l'identité royale : le mythe du droit divin s'effondre.

Il y a le sens pédagogique, car c'est le sujet, ici l'élève qui construit le sens. C'est au professeur à anticiper le gouffre éventuel entre le premier et le second pour élaborer un projet qui puisse motiver l'élève et le conduire à la découverte du sens didactique.

Il n'y a donc pas de leçon, en histoire ou géographie, sans réflexion sur le sens, ce qui conduit à renverser l'élaboration d'une séance. Je ne vais pas empiler des savoirs sur telle ou telle question, mais me poser la question simple : qu'est-ce qui me paraît pertinent pour des élèves de cet âge, en fonction de l'élaboration du programme, de la classe, de l'école...qu'ils retiennent. Cette réflexion, qui nécessite souvent du recul sur la période ou l'espace étudié, conduit à rejeter l'encyclopédisme.

Pour qu'il y ait sens, il faut qu'il y ait un enjeu, une intrigue, une argumentation.

#### **La question de l'étude de cas :**

Pour éviter d'empiler des connaissances et d'être dans une trop grande conceptualisation on peut utiliser ce que l'on appelle l'étude de cas. Entrer dans le singulier pour comprendre un phénomène plus global est bien connu des historiens. Duby en son temps l'a démontré avec le *Dimanche de Bouvines*, ou *Guillaume le Maréchal*. Il s'agit de centrer son attention sur une famille, un événement, un homme, un espace particulier etc...pour faire comprendre des phénomènes plus larges donc plus complexes. La place de la Comédie à Montpellier peut nous permettre de mieux saisir l'influence de l'haussmanisation sur la restructuration des villes. Pourquoi ne pas partir de la création de la gare à Montpellier pour étudier la RI ? Pourquoi ne pas étudier la place du Peyrou pour évoquer l'absolutisme ? Pourquoi ne pas partir de la Pompadour et de son fameux portrait pour parler des Lumières ?

#### **La question du récit :**

Il est désormais essentiel de retrouver le bonheur de raconter des histoires (en géographie aussi) aux élèves et de faire raconter. L'histoire dit Paul Veyne est un roman, mais un roman vrai. Sans se lancer, nous enseignant, sur une réflexion épistémologique (confère H White, P

Ricœur) sur l'écriture de l'histoire, le récit permet de faire vivre les objets étudiés. Il n'est pas difficile à mettre en œuvre et peut être objet de formation pour faire comprendre aux collègues quelle est la rhétorique du récit. Les enfants aiment les histoires. Racontant aux enfants des histoires pour qu'il puisse aimer **l'Histoire**.

La question de la culture de défense participe de cette réflexion. Elle est, parmi d'autres, l'occasion de renouveler nos regards sur une période, un fait, et pose de nouvelles problématiques.

Hier c'était la question de l'autre, un ennemi. Je souhaitais à cette occasion vous compter comment la Saint Barthélemy constituait un événement majeur de l'histoire du XVI<sup>e</sup> siècle, et révéler l'angoisse eschatologique de ce temps.

Aujourd'hui c'est la question des défis énergétiques qui est posé comme réflexion autour de la question de défense.

Jacques Aben en a dressé les contours ce matin. Jean-Marc a donné le point de vue du militaire.

Je voudrais simplement éclairer cette question par un point d'histoire : celui de l'occupation par les troupes franco-belges en 1923 de la Ruhr.

Je suis bien dans le sujet :

Il s'agit bien d'un défi. On le verra.

Il s'agit d'une matière énergétique : le charbon.

Il s'agit bien d'un enjeu stratégique : faire respecter par la force le traité de Versailles.

Trois parties :

Récit de l'événement.

Enjeux de l'événement.

Questions soulevées par ce dernier.

### **Le récit :**

Dans la matinée du 11 janvier 1923, des contingents de soldats belges et français prennent, depuis Düsseldorf, la route d'Essen, la capitale de la Ruhr.

Le déploiement de force est considérable : 40 000 hommes avec du matériel lourd, des chars et des blindés. Six mois plus tard ils sont 90 000.

Il s'agit bien d'une occupation militaire.

L'éventualité d'une telle opération se dessine depuis 1922, relayée largement par la presse.

Poincaré entend recevoir le paiement intégral des « réparations » de guerre comme l'exige le traité de Versailles.

En France beaucoup considèrent que l'Allemagne tente par tous les moyens de se dérober : manque du bois (35 000 m<sup>3</sup> au lieu de 55 000 commandés) et le charbon n'est pas non plus fourni en quantité suffisante.

La diplomatie allemande joue sur la désunion entre la France et l'Angleterre sur cette question et donc tergiverse.

Elle fait même plus que tergiverser.

Dès la prise de fonction en 1922, de Wilhelm Cuno, industriel de tendance nationaliste, l'Allemagne fait savoir que son pays compte payer les réparations avec ses « excédents budgétaires » mais que l'essentiel des efforts portera sur la « préservation de la nation et l'affermissement de l'industrie allemande.

Ces déclarations sont pour Poincaré inacceptables.

Le 27 novembre il décide de procéder à la saisie d'un gage productif : la région de la Ruhr, riche en industries de la houille, de la métallurgie, de la chimie.

L'Angleterre refuse mais pas la Belgique.

La mission internationale pour le contrôle des usines et des mines (MICUM se veut rassurante :

« Nous venons chercher du charbon et voilà tout » proclame Poincaré.

Mais dans le même temps il est prévu des sanctions exemplaires pour ceux qui s'opposeraient à la mission.

### **Les enjeux de l'événement :**

Les désaccords entre puissances alliées ne relèvent pas de différences de conception de la paix ou d'une question de morale mais bien de divergences sur le sort de l'Allemagne.

Les industriels français veulent un dédommagement suite à l'occupation du nord de la France et comptent sur le charbon allemand pour alimenter les fonderies acquises en Lorraine. L'industrie charbonnière britannique est menacée par ces livraisons. C'est autant qu'elle ne pourra exporter en France. Mais il y a plus. Il y a la possibilité d'une alliance entre industrie lourde française et allemande, la formation possible d'un trust franco-allemand qui pourrait signifier l'expulsion de la Grande Bretagne du marché européen et la perte d'importants débouchés pour les produits métallurgiques.

Les banques françaises comme Union parisienne et Banques de Paris et des Pays-Bas, ainsi que la Société générale belge souhaitent un rapprochement entre l'industrie de la Ruhr et celle de la France et de la Belgique. Depuis 1919, les autorités françaises d'occupation en Allemagne, Tirard, président de la haute commission interalliée en Rhénanie, le général Metz, commandant des forces en Palatinat, s'emploient à encourager en Rhénanie un mouvement séparatiste. On songe donc à Paris à morceler cette Allemagne qui reste dangereuse. Un Etat rhénan englobant la Ruhr pourrait constituer le support politique d'une domination française en Europe et la base d'un condominium franco-allemande sur le marché européen. Poincaré soutient le projet de création d'une monnaie rhénane.

On le voit l'occupation de la Ruhr, est désormais un enjeu majeur géopolitique du moment.

Le gouvernement Cuno ne se laisse pas intimider.

Il rappelle son ambassadeur à Paris et appelle le peuple allemand à une sorte d'union sacrée.

Les livraisons en nature sont suspendues. Les ministères interdisent toute sorte de collaboration entre le fonctionnaires et l'occupant.

Les mineurs cessent le travail, mais ils continuent à toucher leurs salaires, versés par le gouvernement. Ce qui ne fait qu'alourdir sa dette.

Les tentatives de soulèvement sont des échecs. Rares sont les mineurs qui souhaitent passer à une résistance active. Les ouvriers font savoir par exemple aux communistes qu'ils apprécient la présence française et belge, parce qu'elle leur fait bénéficier d'allocations chômage d'un montant tel qu'ils n'en avait jamais connu en temps de paix.

Les ouvriers de la Ruhr sont l'enjeu d'une propagande acharnée des deux côtés. Par exemple les troupes françaises répètent à l'envie qu'elles sont là pour libérer les ouvriers du joug de la grande bourgeoisie industrielle allemande.

La résistance passive exaspère le gouvernement français. Le général Degoutte déclare l'état de siège. Toute infraction tombe sous le coup de la justice militaire. Toute propagande est sévèrement réprimée. Un tract anti-français peut valoir jusqu'à 2 mois de prison !

Les fonctionnaires récalcitrant seront exilés : 30 000 en tout !

A la demande de la Croix-Rouge allemande le CICR envoie sur place une mission d'information en août 1923. Elle doit enquêter sur les répercussions de la situation sur la population et examiner la question des personnes privées de liberté ou expulsées du territoire occupé. C'est la première fois que le CICR intervient dans un territoire occupé pour des problèmes touchant la population civile. Avec l'accord des troupes d'occupation, les délégués du CICR visitent 13 lieux où des personnes sont retenues. Ces opérations ne donnèrent pas lieu à des secours directs. Mais un appel fut lancé pour aider à secourir les Allemands de la crise économique qu'ils traversaient.

### **Les questions soulevées par ce dernier :**

La rigueur manifestée par le gouvernement français est condamnée par le Vatican, l'Angleterre.

Comment ne pas voir dans cette opération la réplique de l'occupation du nord de la France et de la Belgique par les troupes allemandes pendant la 1<sup>er</sup> guerre ?

Les autorités françaises font par exemple distribuer des tracts reproduisant les ordres et avis à la population publiés entre 1914 et 1918 par les occupants allemands. Lorsqu'il y a réclamations, protestations, on rappelle aussi les sévices que les Allemands ont fait subir aux civils belges et français durant la Grande Guerre.

L'occupation apparaît donc bien comme une revanche et sa violence comme une violence de guerre en prolongement de celles de la Grande Guerre.

Il s'agit bien d'une guerre après la guerre.

Mais d'une guerre peu meurtrière :

200 morts et blessés du côté allemand entre janvier 1923 et juin 1925.

Dans ces morts on compte par exemple ceux liés à un soulèvement dans les usines Krupp à Essen, le 31 mars 1923. Un groupe de soldats souhaitent réquisitionner des voitures. La direction let en marche les sirènes. L'officier pris de panique fait tirer une salve, dix ouvriers sont tués sur le coup, et trois autres succombent peu après. Krupp est traduit devant un tribunal et écope de 15 années de prison.

On ne sait rien du nombre de morts ou de blessés du côté français, pour l'essentiel victimes de groupes d'extrême droite.

Une seule condamnation à mort est prononcée par une cour militaire française : celle d'Albert Leo Schalgeter, un jeune activiste nationaliste, membre d'un groupe de conjurés qui avait fait sauter un petit pont dans les environs de Düsseldorf. Ce groupe bénéficie de l'aide et d'armes d'un service clandestin de la Reichswehr, l'armée allemande. Il est exécuté le 26 mai.

Ce jeune va devenir le premier martyr du mouvement nazi. Le culte s'amplifiera pour devenir officiel après la prise de pouvoir par Hitler en 1933. On envisagera même de rebaptiser Düsseldorf du nom de « Schalageterstadt », la ville de Schlageter.

Devant la ténacité des troupes et du gouvernement français, Cano démissionne. La résistance passive est stoppée et les livraisons reprennent lentement.

Mais la bataille de la Ruhr aura de lourdes conséquences :

C'est à la fin de l'année 1923 que les soulèvements séparatistes ont lieu en Rhénanie et dans le Palatinat. Les 8 et 9 novembre 1923 Hitler tente son coup d'état à Munich.

Plus grave encore, « la guerre de la Ruhr » et l'inflation galopante crée un vide moral au sein de la population.

Pour Sébastien Haffner, jeune magistrat exilé en Angleterre en 1938, écrit dans ses *Mémoires d'un Allemand* que la terrible année 1923 a fait perdre aux Allemands le sens de l'équilibre politique et moral.

L'année 1923 est donc bien une année noire pour l'Allemagne (inflation record !).

Mais cette crise est aussi révélatrice d'une autre phénomène. La crise rhénane est autre que passagère : elle annonce des bouleversements et des reclassements de la vie internationale. La France sait qu'elle ne peut plus envisager de pratiquer une politique internationale indépendante. L'occupation de la Ruhr décidée par Poincaré est le dernier geste d'une puissance déjà en déclin. A la fin de l'année 1923, la France renonce donc à la politique intégrale du traité de Versailles. Elle ne peut qu'envisager un rapprochement avec l'Angleterre.